



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE
EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ / THIS
DOCUMENT CONTAINS A SECURITY
REQUIREMENT.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Special Projects/Projets Spéciaux

11 Laurier St./11, rue Laurier

Place du Portage/, Phase III

Floor 10C1/Étage 10C1

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet PROGRAMME DE RÉINSTALLATION - FAC	
Solicitation No. - N° de l'invitation W6369-150002/A	Amendment No. - N° modif. 001
Client Reference No. - N° de référence du client W6369-150002	Date 2016-03-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZL-106-29862	
File No. - N° de dossier 106zl.W6369-150002	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-04-15	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sanford, Gordon	Buyer Id - Id de l'acheteur 106zl
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-4291 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Invitation W6369-150002/A

Modification 001

Cette modification à l'invitation a été soulevée afin de:

1. Fournir les réponses aux questions relatives à l'invitation tel que détaillé à la section A, et
2. Modifier l'invitation tel que détaillé à la section B.

SECTION A: QUESTIONS ET RÉPONSES

#	Question	#	Réponse
Q1	Partie 4 (pages 37 et 40), pièce jointe n° 1, paragraphe 1.2, critères C8, C9 et C15 Question : En C8 et C9, il est question de « conseillers en réinstallation » et en C15, de « conseillers ». Veuillez confirmer que ces termes renvoient au même poste.	R1	La référence à Conseiller sera remplacée par un terme plus juste : expert-conseil en réinstallation. Consultez la Section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres.
Q2	7.7f) (page 53) Question : L'alinéa 7.7f) de la demande de propositions (DP) renvoie à l'alinéa 7.6g), qui n'existe pas. Veuillez confirmer que le renvoi exact est 7.7g).	R2	La référence correcte est 7.7 (g). Consultez la Section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres.
Q3	7.8 (page 54) Question : Il est mentionné que l'autorité contractante pour le programme de réinstallation (PR) des Forces armées canadiennes (FAC) est employé par Services publics et Approvisionnement Canada; cependant, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada est souvent utilisé dans le texte de la DP. Veuillez confirmer que les soumissionnaires doivent utiliser Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) dans leur réponse .	R3	Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) effectue actuellement une mise à jour de son gabarit et de ses documents pour refléter le fait que son nom n'est plus Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Les soumissionnaires peuvent utiliser SPAC ou TPSGC dans leurs réponses.
Q4	Annexe A 1.8 (page 72) Question : Le paragraphe 1.8, établit, entre autres, qu'« il incombe à l'entrepreneur de mettre en œuvre toutes les mises à jour et les modifications à la date donnée par les	R4	Oui, il peut parfois arriver que l'entrepreneur soit tenu d'administrer les dossiers rétroactivement.

	FAC (qui peut être comprise dans un délai de 0 à 3 mois) pour s'assurer que tous ses documents, applications et produits livrables tiennent compte des changements ». L'entrepreneur sera-t-il tenu d'administrer des indemnités rétroactivement? Par exemple, advenant un changement de politique annoncé le 15 mai, l'entrepreneur devra-t-il réviser des dossiers?		
Q5	<p>Annexe A 5.1.2 (page 93)</p> <p>Question : La directive actuelle du Programme de réinstallation intégrée (PRI) des Forces canadiennes (FC) détermine plusieurs primes liées à des économies réalisées pour lesquelles le membre des FAC est en droit de réclamer un paiement; par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prime d'entreposage à long terme (9.1.07); - économies réalisées en abrégant le voyage de recherche de domicile (4.2.04); - prime d'entreposage de véhicule personnel (12.8.04). <p>A - Comment ces montants pourront-ils être payés au membre des FAC s'il n'a pas de dépenses de réinstallation à déclarer ou s'il ne souhaite pas utiliser ces montants à ce titre? Les montants pourront-ils être versés sur la carte de réinstallation?</p> <p>B - À quelle étape de la réinstallation le membre des FAC peut-il réclamer le paiement de ces primes liées aux économies réalisées et aux facteurs incitatifs?</p>	R5	<p>A : Les remboursements de tous les avantages admissibles doivent être versés sur la carte de réinstallation des membres des Forces armées canadiennes (FAC).</p> <p>B : Le remboursement des frais admissibles peut être réclaté et versé sur la carte de réinstallation au moment de l'admissibilité, conformément à la politique du Programme de réinstallation intégrée des Forces canadiennes (PRIFC).</p>
Q6	<p>Annexe A 5.1.2 (page 93)</p> <p>Question : Voici une situation situant le contexte des questions suivantes : Un membre des FAC vend sa résidence moins d'un an avant la date de changement d'effectif (CE). Selon la disposition 8.1.03 de la directive actuelle du PRI des FC, le membre des FAC peut réclamer des indemnités pour les dépenses qu'il a engagées relativement à cette transaction (p.ex. commission de</p>	R6	<p>A et B : Le remboursement des frais admissibles peut être réclaté et versé sur la carte de réinstallation au moment de l'admissibilité, conformément à la politique du PRIFC.</p> <p>Il est impératif de lire les politiques applicables décrites à la sous-section 1.6 de l'énoncé des besoins (EB), afin de déterminer comment les avantages seront appliqués à chaque scénario.</p>

	<p>courtage, débours et frais juridiques). Admettons que le membre des FAC est maintenant en poste et que l'entrepreneur a l'autorisation de traiter le dossier de réinstallation. Le membre des FAC demande un remboursement des dépenses qu'il a engagées. A - Si un membre des FAC assume des dépenses liées à sa réinstallation avant que le traitement de son dossier soit autorisé, est-il tenu d'attendre que sa réinstallation soit terminée avant d'être remboursé pour les frais qu'il a assumés? B - Si non, veuillez préciser la procédure que l'entrepreneur doit suivre pour verser des montants sur la carte de réinstallation du membre des FAC.</p>		
Q7	<p>Annexe A 5.1.2.a (page 93) Question : Le paragraphe 5.1.2. a établit que la carte de réinstallation sera financée par les FAC afin de répondre au Rapport quotidien des sommes versées sur les cartes de réinstallation. Veuillez clarifier le fonctionnement de ce processus. A - Les FAC verseront-elles des sommes à l'avance afin de veiller à ce que l'entrepreneur n'ait rien à déboursier? B - Est-il possible que les FAC ne financent pas la carte chaque jour et que l'entrepreneur doive assumer le financement de la carte de réinstallation pendant un jour ou plus? C - Quel est le montant escompté des sommes versées sur la carte chaque jour par les FAC au cours de la période de pointe? D - Quel est le montant maximum des sommes versées sur la carte chaque jour par les FAC?</p>	R7	<p>A : Les FAC ne déposeront pas les fonds à l'avance. L'entrepreneur n'aura pas à engager de dépenses, étant donné que tous les fonds versés sur la carte de réinstallation proviendront d'un compte approvisionné par les FAC et non du compte de l'entrepreneur.</p> <p>B : La sous-section 5.1.2.a décrit l'exigence selon laquelle l'entrepreneur doit prendre des dispositions avec une institution financière canadienne pour qu'elle fournisse la carte de réinstallation qui sera financée par les FAC afin de répondre au Rapport quotidien des sommes versées sur les cartes de réinstallation.</p> <p>L'entrepreneur doit permettre aux FAC d'approvisionner directement le compte en question. L'entrepreneur n'aura pas à engager de dépenses, étant donné que tous les fonds versés sur la carte de réinstallation proviendront d'un compte approvisionné par les FAC et non du compte de l'entrepreneur.</p> <p>C et D : Jusqu'à présent, le remboursement des frais de réinstallation par les FAC a coûté, en moyenne, 15 M\$ par mois.</p>
Q8	<p>Annexe A 5.1.2.c (page 93) Question : Le paragraphe 5.1.2. c établit que l'entrepreneur « fournit une carte téléchargeable aux membres des FAC</p>	R8	<p>A et B : Les fonds disponibles sur la carte de réinstallation correspondront au montant estimé des indemnités de réinstallation accordées au titre de la politique du PRIFC, et ils</p>

	<p>réinstallés, assortie d'un solde maximal de départ établi en fonction des indemnités de réinstallation établies à la disposition 5.1.18 »</p> <p>A - Cela signifie-t-il que l'entrepreneur devra verser sur la carte de réinstallation le montant total de l'enveloppe de financement personnalisé?</p> <p>B - Les sommes téléchargeables se fondent-elles sur les indemnités de réinstallation exigibles ou sur une Évaluation préliminaire de réinstallation complète respectant l'énoncé des besoins?</p>		<p>ne seront pas déterminés uniquement en fonction de l'évaluation préliminaire de réinstallation. Les frais seront ensuite rapprochés de l'enveloppe budgétaire appropriée.</p>
Q9	<p>Annexe A 5.1.2.h (page 93)</p> <p>Question : Selon la section 5.1.2.h, l'entrepreneur « est responsable des frais d'intérêts couvrant jusqu'à deux jours ouvrables ». Pourriez-vous préciser pourquoi des frais d'intérêts seraient facturés sur la carte de réinstallation? En particulier, si les FAC versent au préalable des sommes sur la carte et la financent quotidiennement, pourquoi des frais d'intérêts seraient-ils facturés et comment le compte pourrait-il se trouver à découvert?</p>	R9	<p>Étant donné que les cartes de réinstallation sont prépayées, elles n'entraîneront la facturation d'aucun intérêt. Des intérêts quotidiens pourront toutefois s'appliquer au compte bancaire si un paiement dû n'est pas versé à l'institution financière, par exemple, un jour férié tombant un lundi.</p> <p>L'entrepreneur a l'obligation de payer les frais d'intérêts couvrant jusqu'à deux jours ou de s'entendre avec l'institution financière afin qu'elle encaisse les frais d'intérêts jusqu'à deux jours.</p>
Q10	<p>Annexe A 5.1.17. c (page 100)</p> <p>Question : Conformément à la directive actuelle de réinstallation (PRI des FC - 2009 à 2014, disposition 8.1.03) les membres des FAC ont jusqu'à deux ans pour faire un achat de résidence une fois sur leur lieu de service.</p> <p>A - Le dossier de réinstallation demeure-t-il actif jusqu'au moment où l'achat éventuel est réalisé/le délai est expiré?</p> <p>B - Si oui, quelle est l'incidence sur la carte de réinstallation?</p>	R10	<p>A : L'entrepreneur doit administrer les dossiers pendant toute la période d'admissibilité, conformément à la politique du PRIFC. Cette politique prévoit certaines exceptions en vertu desquelles il est possible de prolonger la période d'admissibilité.</p> <p>B : Si un membre décide d'acheter à destination, la carte de réinstallation sera approvisionnée selon les coûts estimés associés à l'achat réalisé par le membre des FAC.</p>
Q11	<p>Annexe A 5.1.18 (page 101)</p> <p>Question : La DP précise que les factures de fournisseurs de services tiers (FST) seront transmises au membre des FAC et payées par celui-ci. L'exigence selon laquelle le membre des FAC doit payer pour les dépenses liées à sa réinstallation avec une carte de réinstallation suppose</p>	R11	<p>Dans le cas où la carte de réinstallation ne serait pas acceptée par un fournisseur de services tiers (FST) participant, le membre peut transférer les fonds qui y sont versés dans son compte personnel, à partir duquel il peut ensuite s'acquitter du remboursement par une autre méthode.</p>

	nécessairement que celui-ci utilisera sa carte de réinstallation pour payer les FST. Tous les fournisseurs inscrits sur la liste des FST devront-ils accepter le paiement par carte de réinstallation?		
Q12	Annexe A 5.1.17. d.ii (page 101) Carte de réinstallation Question : Selon le paragraphe 5.1.17. d. ii, l'entrepreneur doit « diriger le membre des FAC vers l'institution financière appropriée pour créditer la carte de réinstallation ». Pourriez-vous clarifier comment le paiement se fera? En particulier, le membre des FAC devra-t-il envoyer un chèque à l'institution financière ou procéder à un virement à partir de son compte personnel afin que la carte de réinstallation puisse être financée à nouveau?	R12	Dans le cas d'un trop-payé (fonds restants sur la carte), le membre doit : <ul style="list-style-type: none"> - faire inscrire la carte de réinstallation en tant que bénéficiaire dans son compte bancaire personnel afin que des fonds de ce compte puissent être transférés à la carte; - s'adresser à l'institution financière de la carte de réinstallation et rembourser avec des fonds personnels le montant à recouvrer.
Q13	Annexe A 5.1.18. c (page 102) Documents pertinents Question : Les soumissionnaires doivent pouvoir calculer la taille approximative des dossiers électroniques de réinstallation en vue d'estimer les coûts avec exactitude. Veuillez fournir une liste des documents pertinents requis permettant de vérifier et de justifier les dépenses liées à la réinstallation.	R13	Tous les documents relatifs à la réinstallation fournis au titre de la politique du PRIFC devront être soumis afin d'être conservés électroniquement. Parmi ces documents, citons notamment : tous les reçus, itinéraires de voyage, billets électroniques, formulaire d'évaluation préliminaire de réinstallation, formulaires d'autorisation de voyage, documents de vente de la propriété, documents d'achat, documents d'évaluation et toute forme de preuves de dépense.
Q14	Appendice 3, Partie 2 (page 138) Indemnité d'affectation ou de réinstallation Question : La directive de réinstallation des FAC fait référence à une indemnité d'affectation comme un élément à prendre en compte dans la formule de financement. Il est difficile de savoir comment les indemnités prévues par la formule seront versées au membre des FAC. L'indemnité d'affectation sera-t-elle versée au membre des FAC sur la carte de réinstallation?	R14	Conformément à la politique, tous les avantages associés à la réinstallation seront transmis au membre par l'intermédiaire de la carte de réinstallation.

Q15	<p>3.2 c) (iii) 4.3.5 b) (pages 15 et 24-25) – Conformité et réceptivité Question : Les articles suivants semblent être contradictoires (caractères gras ajoutés par souci de clarté) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le paragraphe (iii), sous-section c), section 3.2 de la DP énonce, notamment, que « [lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. » - La sous-section b), section 4.3.5 de la DP énonce que « Les soumissionnaires dont les soumissions sont jugées non recevables seront invités par l'autorité contractante à soumettre des renseignements supplémentaires ou différents pour démontrer au Canada, conformément à la demande de soumissions, que la soumission est conforme aux exigences de la demande. » <p>Veuillez préciser à quelle étape du processus d'évaluation s'applique le point 3.2 c) (iii) de la DP, compte tenu du point 4.3.5 b). En guise d'option, nous proposons respectueusement de supprimer les mots « et sa soumission sera rejetée » du point 3.2 c) (iii), ce qui permettrait d'harmoniser les deux articles.</p>	R15	<p>La mention « et sa soumission sera rejetée » sera supprimée de 3.2c)(iii) pour éviter toute contradiction.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications à la demande de soumissions.</p>
Q16	<p>4.3.6 b), 4.6.1 a) et b) (pages 26 et 27) – Conformité et réceptivité Question : Les articles suivants semblent être contradictoires (caractères gras ajoutés par souci de clarté) :</p>	R16	<p>Supprimez la sous-section 4.6.1 (iii) et remplacez-la par ce qui suit : (iii) Obtenir le nombre de points minimum requis précisés dans la pièce jointe 1 de la partie 4 portant sur l'évaluation des critères techniques cotés, ou obtenir une note de passage minimale, conformément à la sous-section 4.3.6.b.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> - Le point 4.3.6 b) de la DP énonce en partie que « les critères cotés ayant une note de passage minimale, si des renseignements supplémentaires ou différents fournis par le soumissionnaire font en sorte que ces critères sont remplis, la soumission sera jugée recevable; cependant, la note initiale attribuée au soumissionnaire ne sera pas modifiée. » - Au point 4.6.1 b) de la DP, on peut lire que « les soumissions ne répondant pas aux exigences (i), (ii) et (iii) [...] seront jugées non recevables », le dernier point se rapportant au point 4.6.1 a) (iii) de la DP, qui stipule que les soumissions doivent « obtenir la cote numérique minimale indiquée à la pièce jointe 1 de la partie 4 pour les critères d'évaluation techniques qui sont cotés. » <p>Veillez préciser de quelle façon les soumissions qui sont jugées recevables, mais dont les notes initiales n'ont pas été modifiées [conformément au point 4.3.6 b) de la DP], peuvent satisfaire à l'exigence énoncée au point 4.6.1 b) selon laquelle les soumissions doivent avoir obtenu le nombre de points minimal.</p>		<p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q17	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1.2, n° C2 (page 31) – Gestionnaire de prestation du programme</p> <p>Question :</p> <p>La colonne Guide de cotation fait référence aux « comptes », sans toutefois définir le terme. Le Programme de réinstallation intégré (PRI) actuel exige que les services soient fournis conformément à quatre documents de</p>	R17	<p>Aux termes du présent contrat relatif au PRI, les quatre groupes distincts seraient considérés comme un seul compte, puisque tous les clients sont liés par le même contrat.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>

	<p>politique distincts pour administrer les réinstallations de quatre groupes de bénéficiaires de transfert distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membres des FAC - Nouveaux employés - Employés du gouvernement du Canada - Membres de la Gendarmerie royale du Canada <p>Veuillez confirmer que le contrat actuel du PRI vise quatre « comptes » aux fins du critère C2 et, en ce qui concerne l'expérience non liée au PRI, que les caractéristiques qui définissent le terme « compte » sont liées à un document de politique et à un groupe de bénéficiaires de transfert distincts.</p>		
Q18	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1,2, n° C3 (page 32) – Gestion de la phase de mise en œuvre</p> <p>Question :</p> <p>La colonne Critères techniques cotés par points fait référence à la sous-section de l'énoncé des besoins (Plan de mise en œuvre). Cependant, les tâches liées à la mise en œuvre sont décrites en détail au paragraphe 4.1 de l'énoncé des besoins. Veuillez confirmer ou corriger la référence à l'énoncé des exigences en fonction duquel sera démontrée l'expérience du gestionnaire proposé relativement à la phase de mise en œuvre.</p>	R18	<p>Le critère technique coté C3 devrait se lire ainsi : « Le (...) conformément à la sous-section 4.1 de l'énoncé des besoins. »</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q19	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1,2, n° C3 (page 32) – Gestion de la phase de mise en œuvre</p> <p>Question :</p> <p>La colonne Guide de cotation fait référence aux « mises sur pied », sans toutefois définir le terme. Le contrat du PRI actuel exige la mise sur pied et la transition des services afin que ces derniers soient fournis conformément à quatre documents de politique distincts</p>	R19	<p>Aux fins du critère C3, la mise en œuvre / mise sur pied du présent contrat PRI sera considérée comme une mise en œuvre /mise sur pied étant donné que tous les clients sont visés par le même contrat.</p> <p>Le terme « mise sur pied » sera remplacé par « mise en œuvre / mise sur pied ».</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>

	<p>visant à administrer les réinstallations de quatre groupes de bénéficiaires de transfert distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Membres des FAC - Nouveaux employés - Employés du gouvernement du Canada - Membres de la Gendarmerie royale du Canada <p>Veuillez confirmer que le contrat actuel lié au PRI a été mis en place quatre fois aux fins du critère C3 et, en ce qui concerne l'expérience non liée au PRI, que les caractéristiques qui définissent le terme « mise en place » sont liées à un document de politique et à un groupe de bénéficiaires de transfert distincts.</p>		
Q20	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1.2, n° C5 (page 34) – Carte de réinstallation</p> <p>Question :</p> <p>Le critère technique prévoit ce qui suit : « Le soumissionnaire doit démontrer qu'il est capable de traiter tous les droits et dispositions autorisés au moyen d'une carte de réinstallation. » Toutefois, le Guide de cotation accorde jusqu'à 20 points pour le plan.</p> <p>Veuillez préciser quelle est l'exigence en matière de réponse dans le cadre de ce plan, et de quelle façon elle sera évaluée aux fins de la démonstration de la capacité.</p>	R20	<p>Les instructions pour la préparation des soumissions pertinentes au critère C5 seront modifiées afin d'indiquer ce qui suit :</p> <p>Le soumissionnaire doit montrer qu'il est capable de traiter tous les droits et dispositions autorisés au moyen d'une carte de réinstallation, conformément aux sous-sections 5.1.2, 5.1.15, 5.1.17, 5.1.18 et 5.2.5 de l'énoncé des besoins.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q21	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1.2, n° C7 (page 36) – Instructions pour la préparation des soumissions</p> <p>Question :</p> <p>Le sous-paragraphe b) de la colonne Instructions pour la préparation des soumissions fait référence à l'appendice 4 de l'EB concernant l'emplacement des catégories de dépenses et des éléments de coût figurant dans le tableau 1. Ces exigences sont toutefois présentées à l'appendice 2.</p>	R21	<p>On confirme que la référence devrait être renvoyée à l'annexe 2.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>

	<p>Veillez confirmer qu'il faut plutôt se référer à cette dernière.</p>		
Q22	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1.2, n° C7 (page 36) – Instructions pour la préparation des soumissions</p> <p>Question :</p> <p>Le sous-paragraphe c) de la colonne Instructions pour la préparation des soumissions fait référence à l'appendice 2 de l'EB concernant l'emplacement des rapports définis par l'utilisateur. Ces exigences sont toutefois présentées à l'appendice 1.</p> <p>Veillez confirmer qu'il faut plutôt se référer à l'appendice 1.</p>	R22	<p>On confirme que la référence devrait renvoyer à l'annexe 1.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q23	<p>Partie 4, pièce jointe 1, paragraphe 1.2, n° C9 (page 37) – Gestion du rendement</p> <p>Question :</p> <p>L'exigence comporte 5 éléments de réponse [de a) à e)] qui ont tous une valeur de 40 points pour un total de 200. Toutefois, l'exigence comprend également la présentation d'un plan de mesure du rendement préliminaire, mais aucun point ne semble être attribué à ce dernier.</p> <p>Veillez préciser si ce plan préliminaire sera évalué, et, dans l'affirmative, de quelle façon cette évaluation sera effectuée..</p>	R23	<p>Oui. La gestion de la capacité de rendement du soumissionnaire doit s'inscrire dans un plan de mesure du rendement préliminaire, qui sera évalué conformément aux points a à e des instructions pour la préparation des soumissions pertinentes au critère C9.</p>
Q24	<p>Partie 4, pièce jointe 4, paragraphe 1.2, n° C15 (page 40) – Rapport entre le conseiller et le membre des FAC</p> <p>Question :</p> <p>Le titre de cette section de la réponse ne semble pas se rapporter à l'exigence relative à la réponse : « Le soumissionnaire doit démontrer comment les dossiers de la réinstallation seront gérés de manière uniforme entre les conseillers en réinstallation (p. ex. le membre des FAC ne doit pas fournir les détails du dossier de la réinstallation</p>	R24	<p>À titre de précisions concernant les éléments à inclure dans la réponse, le soumissionnaire doit démontrer comment les dossiers de la réinstallation seront gérés de manière uniforme dans le cas où le membre des FAC doit faire affaire avec plus d'un conseiller en réinstallation.</p>

	lorsqu'il entre en contact avec un conseiller en réinstallation différent). » Veuillez clarifier ou confirmer l'exigence en matière de réponse.		
Q25	<p>7.2 (page 46) – Garantie des travaux minimum</p> <p>Question :</p> <p>Cette clause semble exiger que l'entrepreneur se tienne prêt pendant toute la durée du contrat, à exécuter un contrat d'une valeur minimale de 500 000 \$.</p> <p>Le Canada peut-il annuler le contrat des biens immobiliers des FAC et rembourser à l'entrepreneur seulement un maximum de 500 000 \$, peu importe le nombre de millions de dollars dépensés (p. ex. pour mettre sur pied un Système de suivi des dépenses pour la gestion de l'information [SSDGI], pour embaucher des employés et, subséquemment, mettre à pied des employés, pour payer les frais de location, les coûts de fonctionnement et les coûts liés aux installations afin d'établir un centre de réinstallation, et pour payer les frais d'annulation en cas de rupture de contrat de sous-traitance)?</p>	R25	<p>La garantie des travaux minimum de 500 000 \$ sera octroyée à l'entrepreneur si, pendant la durée du contrat, les Forces armées canadiennes (FAC) n'autorisent pas un travail d'une valeur totale plus grande que cette somme.</p>
Q26	<p>Annexe A, point 3.2. e. (page 74) – Préparatifs de voyage à l'aide de l'Initiative des services de voyage partagés</p> <p>Question :</p> <p>Le paragraphe 3.2 e. énonce que l'entrepreneur est tenu d'« effectuer des préparatifs de voyage [...] à l'aide de l'Initiative des services de voyage partagés (ISVP). »</p> <p>L'entrepreneur doit-il détenir un permis délivré par un agent de voyage?</p>	R26	<p>La sous-section 5.1.13. a sera modifiée afin qu'on lise :</p> <p>Faciliter les préparatifs de voyage en communiquant les renseignements sur le déplacement (y compris le NAV fourni par le gouvernement) à l'entrepreneur de l'Initiative des services de voyage partagés (ISVP), qui effectuera la réservation.</p> <p>Par conséquent, l'entrepreneur n'a donc pas besoin de détenir un permis d'agent de voyages.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q27	<p>Annexe A, paragraphe 4.1.8 (page 78) – Bureau de la réinstallation</p> <p>Question :</p>	R27	<p>Non, les conseillers en réinstallation n'ont pas à tous se trouver au Canada. Toutefois,</p>

	<p>Le paragraphe 4.1.8 énonce, notamment, que : « Dix (10) jours ouvrables avant la date d'entrée en vigueur des services, l'entrepreneur doit avoir mis sur pied et disposer à cette date d'un Bureau de la réinstallation pour contrôler, attribuer et gérer les demandes de services de réinstallation autorisées après l'avis d'autorisation. »</p> <p>Veuillez confirmer que tous les conseillers en réinstallation de l'entrepreneur doivent être situés au Canada et qu'ils doivent fournir des services de réinstallation à partir du Canada.</p>		<p>l'ensemble des mesures de sécurité doivent être respecté en tout temps.</p> <p>De plus, le GPP doit être disponible à l'AT tel que précisé dans l'Énoncé des besoins.</p> <p>La référence au bureau de la réinstallation situé au Canada sera retirée.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q28	<p>Annexe B, paragraphe 3.1 (page 144) – Excédents des fournisseurs de services tiers (FST)</p> <p>Question :</p> <p>Le paragraphe 3.1 énonce, en partie, que « L'entrepreneur ne doit négliger aucun effort pour faire appel à des FST offrant aux employés des services à des prix inférieurs aux tarifs/prix maximums. »</p> <p>Qui est chargé de payer les excédents des FST lorsqu'aucun fournisseur participant ne peut s'installer dans une zone de service, et ce, malgré les efforts déployés par l'entrepreneur?</p>	R28	<p>La sous-section 5.1.16 doit être modifiée comme suit :</p> <p>« Avant d'effectuer le rapprochement d'une facture d'un FST, l'entrepreneur doit s'assurer qu'elle provient d'un fournisseur de services dûment inscrit au répertoire des FST et que les frais facturés sont conformes au prix plafond du marché. Toutefois, si la facture provient d'un fournisseur de services choisi par un membre des FAC, que le fournisseur ne figure pas au répertoire des FST et que les frais facturés dépassent le prix plafond, le montant excédentaire remboursé doit être déduit de la demande finale de remboursement du membre.</p> <p>Si le membre des FAC ne peut choisir un FST dans le répertoire parce que ce dernier est vide, l'entrepreneur est tenu de faire en sorte qu'un FST effectue les services demandés par le membre et l'entrepreneur sera responsable de tout montant dépassant les frais ou le taux plafond d'entrepreneur établi. »</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q29	<p>Pourquoi le gouvernement a-t-il exigé une Attestation du contenu canadien dans le cadre du processus d'examen?</p> <p>Une telle exigence ne limiterait-elle pas le nombre de soumissionnaires éventuels à</p>	R29	<p>La Politique sur le contenu canadien est une politique autorisée par le Cabinet qui favorise le développement industriel au Canada en limitant, dans des circonstances particulières, la concurrence pour les marchés publics aux</p>

	la DP du gouvernement ayant acquis de l'expérience en Amérique du Nord?		fournisseurs de biens et de services canadiens. En signant l'Attestation du contenu canadien (c.-à-d. le formulaire 5), le soumissionnaire certifie que le service offert est un service canadien tel que défini dans le paragraphe 2 des clauses et conditions uniformisées d'achat, clause A3050T du Guide. L'Attestation du contenu canadien ne restreint pas le nombre de soumissionnaires potentiels ayant de l'expérience en Amérique du Nord.
Q30	Selon les critères d'admissibilité relatifs aux soumissions du gouvernement, combien d'entreprises canadiennes seraient potentiellement admissibles à participer à la DP qui a été publiée par le gouvernement?	R30	Suivant des consultations avec l'industrie et en accord avec les conseils de tierces parties, le Canada croit qu'il y a un certain nombre d'entreprises qui peuvent potentiellement présenter des soumissions en réponse à la DP.
Q31	Étant donné la grande taille et la diversité du marché américain, beaucoup d'entreprises des États-Unis ont plus d'expérience que de nombreuses entreprises canadiennes en matière de gestion des réinstallations. Le marché américain et le marché canadien ont de nombreuses similitudes, et nous aimerions obtenir des éclaircissements afin de savoir pourquoi le gouvernement pourrait pénaliser ces fournisseurs de services potentiels en fonction des critères cotés.	R31	Le Canada croit que les critères cotés sont géographiquement neutres et ne pénalisent ou n'avantagent aucun soumissionnaire d'un emplacement géographique par rapport à un soumissionnaire d'un autre emplacement géographique.
Q32	Comment le gouvernement en est-il venu à déterminer, dans la pièce jointe n° 1, que le nombre minimal de réinstallations pour se qualifier devait être de 500? D'après le gouvernement, combien d'entreprises canadiennes seraient en mesure de satisfaire à ce critère?	R32	Jusqu'à présent, les FAC ont réinstallé en moyenne plus de 14 000 membres. Selon les renseignements reçus lors des consultations de l'industrie, le volume minimal de 500 déménagements est considéré comme un niveau raisonnable et atteignable.
Q33	Pages 13 et 14 3.1 e) (ii), (iii) En raison des contraintes nommées aux sous-sections précitées, il est très difficile pour les coentreprises de respecter chaque critère et ainsi de répondre aux exigences des FAC, qui sont très élevées (p. ex. page 31, C1, C2). Le contrat précédent de services de réinstallation du gouvernement fédéral représente une grande partie de l'ensemble de l'industrie canadienne (probablement plus de 50 %).	R33	Le volume minimal du critère C1 est de 501 déménagements, et non de 5001. Les FAC accorderont des points aux organisations ayant plus d'expérience puisque nous jugeons qu'un organisme ayant plus d'expérience apporte une valeur ajoutée. Le critère C1 précise :

	<p>Le fait de fixer des contraintes comme « au moins 5 001 » dossiers de réinstallation pour le critère coté C1 ou au moins 3 x 5 000 comptes de réinstallation pour le critère C2 favorise donc nettement l'entrepreneur titulaire du contrat. Ce problème pourrait être abordé de trois façons : 1 – permettre aux coentreprises soumissionnaires de combiner les volumes afin qu'elles respectent un critère; 2 – réduire les exigences relatives au volume; 3 – permettre l'inclusion de types de dossiers semblables dans le volume pour chaque soumissionnaire (gestion des immeubles vacants, vente ou achat de résidences sans réinstallation au pays, gestion de déplacements ministériels ou gouvernementaux, services de demandes de visa et d'immigration, etc.). L'entrepreneur titulaire du contrat sera grandement favorisé si les FAC ont besoin que le soumissionnaire soit une coentreprise capable de répondre à un très grand volume au sein d'une industrie ou le contrat établi représente plus de la moitié du volume total et ne comprend pas de types de dossiers similaires provenant d'autres industries.</p>		<p>« Jusqu'à 15 points sont accordés pour chacune des années civiles 2013, 2014 et 2015, en fonction des volumes suivants :</p> <p>5 points – 501 à 2 500 ou 10 points – 2 501 à 5 000 15 points – 5 001 ou plus. »</p> <p>Les points seront accordés selon les déménagements réalisés par le soumissionnaire. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient en lien avec le gouvernement ou qu'ils aient eu lieu au Canada. Il n'est pas précisé que les volumes demandés aux critères C1 et C2 comprennent uniquement des déménagements effectués au Canada.</p>
Q34	<p>Page 31, C1</p> <p>Le Canada compte seulement le volume de dossiers de réinstallation, ce qui comprend la vente ou l'achat d'immeubles au pays. L'entrepreneur titulaire du contrat est nettement favorisé par le fait que le Canada n'a actuellement qu'un seul contrat de services de réinstallation qui couvre plus de 5 000 réinstallations au Canada chaque année.</p> <p>À condition que l'entrepreneur puisse démontrer qu'il possède de l'expérience dans les types de services dont le Canada a besoin dans le cadre de ce processus d'approvisionnement (prestation de conseils liés aux politiques en matière de</p>	R34	<p>Le critère C1 précise :</p> <p>« Pour chacune des 3 dernières années civiles (2013, 2014 et 2015), le soumissionnaire doit fournir le nombre total de déménagements pour lesquels il a offert des services de réinstallation à des clients externes de l'organisation du soumissionnaire (c.-à-d. ni parents ni associés à celle-ci) qui comprenaient, au minimum, la prestation de conseils sur la vente ou l'achat d'une résidence principale. »</p> <p>Il n'est pas nécessaire qu'une vente ou une acquisition ait eu lieu pour que le déménagement soit valide. Le soumissionnaire doit fournir le nombre de déménagements pour lesquels il a offert des conseils sur l'acquisition ou la vente d'une résidence principale (maison, appartement ou copropriété). Par « conseils »,</p>

	<p>réinstallation, vente ou achat de résidences, gestion des dépenses liées à la réinstallation), ce dernier devrait être en mesure d'utiliser les volumes des types de dossiers similaires pour prouver sa capacité à traiter de gros comptes. Parmi ces types de dossiers, citons la gestion des immeubles vacants, l'évaluation ou l'inspection des biens immobiliers, la gestion des déplacements, la vente de résidences sans réinstallation, les demandes de visa et l'immigration, etc. (ou tout dossier dans le cadre duquel un soumissionnaire fournit des services similaires en vertu d'une politique ou d'une directive ministérielle ou gouvernementale). Les volumes présentés aux critères cotés C1 et C2 devraient-ils n'être que des volumes canadiens? En ce qui concerne les critères C1 et C2, pourquoi les volumes ont-ils plus que triplé par rapport à la DP précédente de 2009? Ce changement fait en sorte que seul le titulaire du contrat peut obtenir le nombre maximal de points et que le processus n'est pas du tout concurrentiel?</p>		<p>on entend, entre autres, des conseils sur le plan de vente d'habitation garantie, les avantages liés à une vente, les avantages liés à un achat, la résiliation de bail, la recherche d'un logement et l'avance de loyer.</p> <p>Il n'est pas précisé que les volumes demandés aux critères C1 et C2 comprennent uniquement des déménagements effectués au Canada. Puisque le processus d'approvisionnement a changé de façon importante depuis la présentation de la DP en 2009, les cotations ont également été modifiées. En fait, les volumes demandés aux critères cotés ont diminué depuis la DP de 2009. Même si les exigences des FAC sont très complexes et qu'elles s'appliquent à un grand nombre de réinstallations, le Canada a réduit le seuil dans le but de diminuer les obstacles et d'accepter de nouveaux soumissionnaires potentiels.</p>
Q35	<p>C2</p> <p>Un seul compte comprenant plus de 5 000 réinstallations existe au Canada. Il s'agit du compte actuel du gouvernement fédéral (FAC, GRC, SCT). L'exigence élevée favorisera le titulaire du contrat puisque votre contrat actuel est de loin le plus important de l'industrie canadienne. Le poste de gestionnaire de la réalisation du programme (GPP) doit-il être occupé par une seule personne? Comme le Canada a indiqué que la conception organisationnelle et la dotation allaient être la responsabilité de l'entrepreneur, nous estimons que les intérêts du Canada seraient mieux servis si le GPP résidait à</p>	R35	<p>Ce critère coté ne fait pas référence uniquement aux déménagements effectués au Canada.</p> <p>Les FAC demandent qu'un gestionnaire de prestation du programme (GPP) désigné soit responsable de la direction de l'équipe de l'entrepreneur, qui doit offrir tous les services requis indiqués dans l'énoncé des besoins.</p> <p>Puisque le processus d'approvisionnement a changé de façon importante depuis la présentation de la DP en 2009, les cotations ont également été modifiées. En fait, les volumes demandés aux critères cotés ont diminué depuis la DP de 2009. Même si les exigences des FAC sont très complexes et s'appliquent à un</p>

	<p>Ottawa et qu'il relevait d'un président situé à l'endroit où seront fournis les services de réinstallation. Le rôle du GPP, comme il est décrit par le Canada, est vraisemblablement plus efficace s'il est accompli par plusieurs personnes.</p> <p>Les volumes présentés aux critères cotés C1 et C2 devraient-ils n'être que des volumes canadiens?</p> <p>En ce qui concerne les critères C1 et C2, pourquoi les volumes ont-ils plus que triplé par rapport à la DP précédente de 2009? Ce changement fait en sorte que seul le titulaire du contrat peut obtenir le nombre maximal de points et que le processus n'est pas du tout concurrentiel</p>		<p>grand nombre de réinstallations, le Canada a réduit le seuil dans le but de diminuer les obstacles et d'accepter de nouveaux soumissionnaires potentiels.</p>
Q36	<p>Page 41, paragraphe 5.1 b)</p> <p>Selon l'Attestation du contenu canadien, les FAC se rapportent-elles à la Certification des émissions canadiennes pour ce qui est de la diffusion (http://www.crtc.gc.ca/fra/info_sht/tv11.htm)? Si ce n'est pas le cas, les FAC peuvent-elles fournir plus de détails à ce sujet?</p>	R36	<p>L'Attestation du contenu canadien est requise pour soutenir la politique sur le contenu canadien mandatée par le Cabinet. De l'information sur la politique se trouve ici : https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-approvisionnements/annexe/3/6</p>
Q37	<p>Page 44, paragraphe 6.1 (ii), (iii)</p> <p>Tout entrepreneur autre que le titulaire du contrat devrait effectuer des changements importants. Comment l'entrepreneur est-il censé parvenir à fournir le nom de toutes les personnes qui prendront part aux travaux liés au contrat, et comment est-il censé avoir commencé l'enquête de sécurité d'ici la clôture des soumissions si l'on prévoit recruter et embaucher 90 % du personnel après l'attribution du contrat?</p> <p>(iv), (v) Encore une fois, mis à part le titulaire du contrat, tout entrepreneur devra gérer une forte croissance et obtenir de nouveaux locaux. Les FAC accepteraient-elles que l'entrepreneur leur garantisse que l'emplacement choisi respecterait les exigences en matière de sécurité?</p>	R37	<p>Selon 7.5 – Exigences relatives à la sécurité, l'entrepreneur doit satisfaire à toutes les exigences relatives à la sécurité deux mois avant la date d'entrée en vigueur des services. Le soumissionnaire devra amorcer le processus de sécurité aussi rapidement que possible lors du processus d'approvisionnement de façon à ce que l'entreprise obtienne l'autorisation de sécurité requise dès que possible afin de réduire les retards pour les individus nécessitant une autorisation de sécurité qui seront ajoutés plus tard.</p>

Q38	Page 46, paragraphe 7.1 e) Cette exigence s'applique-t-elle uniquement aux FAC ou permet-elle à l'entrepreneur de reconfigurer ou de réorganiser le client à sa guise?	R38	L'article 7.1 (e) s'applique seulement aux FAC. L'entrepreneur peut se réorganiser selon ses besoins, aussi longtemps que les termes et conditions du contrat sont remplis.
Q39	Page 48, paragraphe 7.5 b), c) Les FAC peuvent-elles fournir la liste complète des types de renseignements qui sont considérés comme étant « protégés » dans le cadre du présent contrat? Cela aura des répercussions importantes sur la conception des systèmes de TI, la structure organisationnelle et le flux de travail du personnel.	R39	Tous les renseignements recueillis doivent être stockés conformément aux exigences du niveau de sécurité « Protégé A ». La sous-section 5.1.10 de l'évaluation préliminaire de réinstallation de l'énoncé des besoins présente quelques exemples de renseignements de nature protégée.
Q40	Page 51, paragraphe 22 a) Cette enquête de sécurité s'applique-t-elle aux sous-traitants étrangers auxquels un fournisseur national pourrait faire appel (affectations internationales)? Le cas échéant, remplace-t-elle l'enquête liée à la cote de fiabilité pour ces sous-traitants? Ces vérifications sont-elles effectuées par le Canada ou le Canada s'attend-il à ce que l'entrepreneur fasse appel aux services d'un tiers? S'il s'agit d'un service offert par un tiers, L'entrepreneur peut-il recouvrer les frais afférents auprès du gouvernement ou doit-il les assumer?	A40	Oui, si le contrat devait être attribué à une entreprise canadienne souhaitant par la suite faire affaire avec un sous-traitant à l'étranger, les exigences relatives à la sécurité décrites en 22a) s'appliqueraient à tous les membres du personnel du sous-traitant qui devront avoir accès à des renseignements Protégé au Canada. Le Canada ne faisant pas d'enquête auprès du personnel de fournisseurs étrangers ainsi il faut recourir aux services d'un tiers. Les frais de tels services ne sont pas remboursés par le Canada.
Q41	Page 48 (53 de la version française), 7.7 b) (ii) This requirement references a "contact" period, is this meant to say "contract period"? (ne s'applique à la version française) Si aucune demande de réinstallation n'est acceptée au cours de la dernière année du contrat, comment de telles demandes seront traitées? Le seront-elles par l'entrepreneur retenu à la suite d'un processus d'approvisionnement subséquent?	R41	Contrat est le mot correct. Consultez la Section B ci-dessous pour connaître les modifications à l'appel d'offres. L'année finale est une période de transition sortante et les nouveaux dossiers seront suivis selon d'autres méthodes (p. ex. : un entrepreneur retenu à la suite d'un processus d'approvisionnement subséquent)
Q42	Page 55, paragraphe 7.10 a) (ii)	R42	La clause 7.10 (a) (ii) continuera de s'appliquer pendant la durée du contrat et aucun frais

	Cette exigence s'applique-t-elle toujours si le Canada modifie la portée des services pendant la durée du contrat?		additionnel ne sera permis pour compenser les erreurs, les oublis, les méconnaissances ou les sous-estimations de l'entrepreneur au moment de présenter une soumission pour le contrat.
Q43	<p>Page 61, paragraphe 7.28</p> <p>Cette exigence s'applique-t-elle à tous les membres du personnel qui fournissent des services au Canada en vertu du présent contrat, ou uniquement aux ressources nécessaires (GPP et agent de sécurité de l'entreprise)?</p> <p>Si elle s'applique à tous les membres du personnel :</p> <p>Pour tout entrepreneur autre que l'entrepreneur titulaire du contrat, l'ajout de personnel et le remplacement du personnel dont le rendement est insuffisant se produira probablement plus souvent durant la période d'adaptation ainsi qu'à la suite de l'identification et du remplacement des employés dont le rendement est insuffisant. Cette exigence pose un défi beaucoup plus important pour les soumissionnaires qui ne sont pas titulaires du contrat que pour le titulaire qui dispose déjà d'une structure organisationnelle et du personnel nécessaire pour fournir les services demandés en vertu du contrat.</p> <p>(ii) Comment les compétences individuelles sont-elles quantifiées aux fins de comparaison d'une personne par rapport à une autre?</p>	R43	Pour les besoins de cette DP, le Gestionnaire de prestation du programme (GPP) est la seule personne spécifiquement identifiée dans le contrat.
Q44	<p>Page 72, paragraphe 2.2</p> <p>Le service audiovisuel enregistrable doit-il transposer le texte ou seulement joindre une copie du fichier audiovisuel au dossier de réinstallation de l'employé?</p>	R44	La sous-section 4.1.9 décrit en détail les exigences du Canada concernant les services sur le Web. Parmi ces exigences, on compte une fonctionnalité de recherche de toutes les interactions entre les membres des FAC et les conseillers en réinstallation.
Q45	<p>Page 79, paragraphe 4.1.10 c)</p> <p>La liste de FST doit être accessible aux FAC, et pourra vraisemblablement être consultée par l'intermédiaire du portail en ligne sécurisé. Le Canada souhaiterait-il que cette liste de FST soit accessible à</p>	R45	La liste complète doit être accessible aux membres par l'intermédiaire du portail en ligne sécurisé ventilée par point d'origine et de destination.

	tous les membres, ou seulement aux administrateurs des comptes? Le Canada pourrait-il fournir une liste des types d'utilisateurs qu'il souhaiterait inclure dans un SSDGI (membre [employé], administrateur du client, gestionnaire du client, gestionnaire des contrats, etc.)? Ce plan permettra à l'entrepreneur de planifier l'accès par type d'utilisateur.		
Q46	Page 90, paragraphe 4.2.18 Le Canada cherche-t-il à obtenir ces outils pour interagir avec les sources et les plateformes externes comme un service interagences, ou ces outils sont-ils indépendants (listes de vérification, répertoires de documents dans lesquels des trousseaux de recherche peuvent être déposés pour que les membres y aient accès)?	R46	Le membre doit être en mesure d'accéder aux outils fournis par l'entrepreneur sur le portail sécurisé en ligne. Ces outils ne doivent pas interagir avec des sources externes et ils doivent être élaborés par l'entrepreneur conformément aux renseignements détaillés présentés à la sous-section 4.2.18. Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.
Q47	Page 91, paragraphe 4.2.19 Le Canada souhaite-t-il que l'entrepreneur rende cette liste de FST accessible au public par l'intermédiaire du site Web ou du portail sécurisé?	R47	Les membres des FAC doivent être en mesure de consulter cette liste sur le portail sécurisé.
Q48	Page 93, paragraphe 5.1.2 g), h) Le Canada s'attend-il à ce que l'entrepreneur assume les frais liés au compte, les intérêts, etc., ou ces frais sont-ils recouvrables auprès des FAC?	R48	Oui. Selon les sous-sections 5.1.2.g et 5.1.2.h, l'entrepreneur : g) assume tous les frais de compte imputés par l'institution financière (incluant les frais d'intérêts et de découvert; h) est responsable des frais d'intérêts couvrant jusqu'à deux jours ouvrables. Les frais d'intérêts courus sur les paiements effectués après la date d'échéance d'une facture incombent aux FAC.
Q49	Nous avons ciblé les transactions qui ont été effectuées avec les fournisseurs (FST et autres) et les membres des FAC, et nous avons quelques questions les concernant. Par souci de clarté, nous avons également fourni un scénario et des questions précises afin d'illustrer nos préoccupations. Scénario	R49	Les fonds disponibles sur la carte de réinstallation correspondront au montant estimé des indemnités de réinstallation accordées au titre de la politique du PRIFC. Les frais seront ensuite rapprochés de l'enveloppe budgétaire appropriée. Conformément à la sous-section 5.1.17.b de l'énoncé des besoins, « (...), mais ils ne doivent

<p>Le commandant Smith est affecté de Gagetown à Petawawa. Il vend dans la ville d'origine et achète au lieu de destination.</p> <p>Questions</p> <p>Chargement initial de la carte</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'entrepreneur calculera les versements de financement, et estimera les dépenses de réinstallation pour le financement de base et le financement personnalisé en fonction de l'autorisation de dossier des FAC et de l'évaluation des risques liés à l'approvisionnement effectuée par les membres des FAC. S'attend-on à ce que le premier chargement de la carte de réinstallation comprenne la totalité du versement de base et du versement personnalisé (excluant les frais de déplacement)? <p>Retrait d'espèces</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Canada envisage-t-il que les cartes de réinstallation soient utilisées pour effectuer des retraits d'espèces? Dans l'affirmative, comment ces retraits seront-ils effectués? Par exemple, le Canada pourrait-il conclure des arrangements avec les principales institutions bancaires pour que ces dernières acceptent les cartes? <p>Dépenses</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le commandant Smith doit-il payer tous ses frais de déplacement, y compris les frais liés à l'hébergement, à l'essence et aux repas, avec la carte de réinstallation? - Doit-il payer ses dépenses quotidiennes à l'aide de la carte de réinstallation? 	<p>pas être versés plus de vingt-et-un (21) jours avant un VRD ou un VNLT; ».</p> <p>Le Canada considère la carte de réinstallation comme un moyen permettant de faciliter le versement de fonds du Canada au membre et vice-versa.</p> <p>Par « versement », on entend, entre autres, les versements effectués à partir de la carte de réinstallation vers le compte bancaire personnel du membre, les paiements réalisés à partir du compte du membre vers la carte de réinstallation au moyen de services bancaires en ligne, les retraits aux guichets automatiques et les paiements directs.</p> <p>Conformément à la politique du PRIFC, tous les avantages associés à la réinstallation seront transmis au membre par l'intermédiaire de la carte de réinstallation.</p> <p>Dans le cas où la carte de réinstallation ne serait pas acceptée par un fournisseur de services tiers (FST) participant, le membre peut transférer les fonds qui y sont versés dans son compte personnel, à partir duquel il peut ensuite s'acquitter du remboursement par une autre méthode.</p> <p>Tous les avantages réclamés seront rapprochés des enveloppes budgétaires, et les sommes dues aux membres seront versées sur la carte.</p> <p>Conformément à la politique du PRIFC, tous les avantages admissibles associés aux réinstallations seront versés au membre par l'intermédiaire de la carte de réinstallation.</p> <p>L'entrepreneur doit effectuer la vérification des factures comme il est indiqué à la sous-section 5.1.18 de l'énoncé des besoins. Il doit également réaliser le rapprochement des montants réclamés avec les factures téléchargées par le membre.</p>
--	--

	<ul style="list-style-type: none"> - Si le Canada prévoit que les membres des FAC devront engager des dépenses dans le cadre desquelles ils ne pourront pas utiliser leurs cartes de réinstallation, comment ces dépenses leur seront-elles remboursées? - De quelle façon les primes de rendement sont-elles versées au commandant Smith? Par exemple, fait-il un court voyage à la recherche d'un logement ou encaisse-t-il la prime de rendement pour éviter que soit expédié ou stocké un véhicule personnel? - L'indemnité d'affectation du commandant Smith lui sera-t-elle versée sur la carte de réinstallation? <p>Suivi des dépenses et remboursement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le commandant Smith devra-t-il remplir une demande de remboursement quand il revient de sa recherche d'un domicile? - Qu'est-ce qui pourrait empêcher le commandant Smith de dépenser plus que son allocation quotidienne pour ce qui est de l'hébergement, ou qui l'empêcherait d'utiliser la carte pour payer des dépenses non autorisées comme des locations de films ou des frais d'accès à des sites de villégiatures? - Comment sera-t-il remboursé pour ses frais divers, comme les frais de branchement et de débranchement de services publics? - Comment vérifiera-t-on l'admissibilité des achats en fonction de la politique? Autrement dit, quels renseignements seront entrés et comment le seront-ils, et quels 	<p>Si le montant du logement d'un membre excède celui auquel il a droit, le montant admissible sera rapproché du montant figurant sur la carte, et le solde sera réservé pour de futurs frais. Dans le cas d'une demande de règlement final, le montant restant doit être recouvré auprès du membre.</p> <p>Les frais divers du membre seront estimés, puis le montant correspondant sera versé sur la carte de réinstallation. Il sera ensuite rapproché comme tout autre avantage de réinstallation.</p> <p>La sous-section 5.1.18 de l'énoncé des besoins présente en détail les renseignements requis dans le cadre du processus de vérification des réclamations de remboursement de frais.</p> <p>Dans le cas d'un trop-payé (fonds restants sur la carte), le membre doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - faire inscrire la carte de réinstallation en tant que bénéficiaire dans son compte bancaire personnel afin que des fonds de ce compte puissent être transférés à la carte; - s'adresser à l'institution financière de la carte de réinstallation et rembourser avec des fonds personnels le montant à recouvrer. <p>La sous-section 5.1.17 c i. indique ce qui doit être fait dans le cas d'un trop-payé.</p> <p>La sous-section 5.1.17 c ii indique ce qui doit être fait dans le cas d'un remboursement.</p> <p>Dans le cas où la carte de réinstallation ne serait pas acceptée, le membre peut transférer les fonds qui y sont chargés dans son compte personnel, à partir duquel il peut ensuite s'acquitter des sommes dues par une autre méthode.</p> <p>Dans le cas où la carte de réinstallation ne serait pas acceptée par un FST participant, le membre peut transférer les fonds qui y sont chargés dans son compte personnel, à partir duquel il</p>
--	---	---

	<p>documents justificatifs seront fournis au Canada pour que celui-ci puisse valider les dépenses?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si le commandant Smith dépense trop dans le cadre de sa réinstallation, comment remboursera-t-il les fonds à l'institution financière? Devra-t-il envoyer un chèque ou transférer les fonds à l'institution financière? - Si un montant est dû au commandant Smith à la fin de la réinstallation et que l'entrepreneur charge la carte avec les fonds restants, que fera le commandant Smith avec ces fonds considérant que toutes ses dépenses de réinstallation ont déjà été payées? - Le Canada souhaite-t-il que les cartes de réinstallation canadiennes fonctionnent en tout lieu et dans tous les pays autres que le Canada? <p>Paiements versés aux FST</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Canada souhaite-t-il que les membres des FAC utilisent les cartes de réinstallation pour payer les factures des FST? Le cas échéant, de quels systèmes (matériel ou logiciel) les FST auront-ils besoin, d'après le Canada, pour approuver ces paiements? Comment procéderont-ils et comment seront-ils remboursés? - Comment paiera-t-il son inspecteur d'habitation de Petawawa, qui exigera que le paiement pour les services prévus soit effectué sur place? - Comment paiera-t-il son avocat de Gagetown qui s'occupe de la vente de son domicile, ainsi que les dépenses liées aux commissions immobilières? 	<p>peut ensuite s'acquitter des sommes dues par une autre méthode.</p> <p>La sous-section 5.1.2.a de l'énoncé des besoins décrit l'exigence selon laquelle l'entrepreneur doit prendre des dispositions avec une institution financière canadienne pour qu'elle fournisse la carte de réinstallation qui sera financée par les FAC afin de répondre au Rapport quotidien des sommes versées sur les cartes de réinstallation.</p> <p>L'entrepreneur doit permettre aux FAC d'approvisionner directement le compte en question. L'entrepreneur n'aura pas à engager de dépenses, étant donné que tous les fonds chargés sur la carte de réinstallation proviendront d'un compte approvisionné par les FAC.</p> <p>Le montant transféré par les FAC à l'institution financière correspondra à celui qui aura été chargé la veille sur l'ensemble des cartes de réinstallation.</p> <p>Jusqu'à présent, le remboursement des dépenses de réinstallation par les FAC a coûté, en moyenne, 15 M\$ par mois.</p> <p>Étant donné que les cartes de réinstallation sont prépayées, elles n'entraîneront la facturation d'aucun intérêt. Des intérêts quotidiens pourront toutefois s'appliquer au compte bancaire si un paiement dû n'est pas versé à l'institution financière, par exemple, un jour férié tombant un lundi.</p>
--	---	--

	Gestion des cartes <ul style="list-style-type: none"> - Les FAC déposeront-elles les fonds à l'avance, de manière à ce que l'entrepreneur n'ait pas à payer de sa poche? - Dans quels cas y aura-t-il des intérêts liés à l'utilisation des cartes de réinstallation? 		
Q50	<p>7.25 Services internes (page 55)</p> <p>Afin de mettre en œuvre le PR des FAC pour le Canada pour cinq à sept années, l'entrepreneur doit s'engager à fournir des millions de dollars (p. ex. : en technologies, en personnel, en installations, en équipement et en formation), mais le Canada ne s'engage pas de façon correspondante à la durée du contrat. Le risque de l'entrepreneur est réel : en 2014 la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a annoncé qu'elle cherchait à ramener ses services à l'interne et aucune compensation n'a été offerte à l'entrepreneur titulaire du contrat.</p> <p>Est-il possible que les FAC ramènent leurs services à l'interne pendant la durée du contrat du PR des FAC, sans compensations pour l'entrepreneur?</p>	R50	<p>La garantie des travaux minimums et, donc, les modalités du contrat de 2009 ont été respectées. Ainsi, aucune indemnisation n'est due à l'entrepreneur à la suite de l'annonce par la GRC de son intention d'assurer la prestation de ces services à l'interne.</p> <p>La garantie des travaux minimums sera respectée, quels que soient les besoins futurs des FAC.</p>
Q51	<p>Annexe A EBO 2.2 Soutien aux régions et aux lieux de travail (page 66)</p> <p>EBO 2.2 énonce, en partie, que : « Aucun conseil ne sera donné à moins que la conversation ne soit enregistrée et consignée dans un compte rendu électronique des discussions mis à la disposition de l'autorité technique (AT) des FAC. »</p> <p>Combien de temps l'entrepreneur doit-il conserver un compte rendu électronique des séances de consultation?</p>	R51	<p>L'enregistrement électronique des séances de counseling fera désormais partie du dossier électronique du membre et devra être conservé jusqu'à sa destruction conformément à la sous-section 5.1.11 de l'énoncé des besoins.</p>
Q52	<p>Annexe A, EBO 4.1.10.d.vi Évaluations du CCME (page 73)</p> <p>Dans cette section, l'EBO donne seulement des références à des</p>	R52	<p>Les évaluateurs doivent être des membres en règle d'un institut d'évaluation tel que l'Institut canadien des évaluateurs (ICE) ou la <i>Canadian National Association of Real Estate Appraisers</i> (CNAREA). Ils doivent effectuer la visite des</p>

	<p>évaluations du CCME. Toutefois, le tableau 3E précise que les évaluations du CCME s'appliquent seulement aux réinstallations qui font l'objet du Plan de garantie de remboursement des pertes immobilières.</p> <p>Le Canada requiert-il que l'entrepreneur saisisse les échéanciers seulement pour les évaluations du CCME ou ces échéanciers s'appliquent-ils aux demandes d'évaluation régulières autant qu'à celles du CCME?</p>		<p>propriétés visées dans les cinq jours ouvrables suivant la demande du membre des FAC ou à la date indiquée par ce dernier si celle-ci est ultérieure. Ils doivent en outre remplir le formulaire d'évaluation résidentielle du Conseil canadien de mutation d'employés (CCEM) et fournir le rapport rempli, y compris les photos d'intérieur et d'extérieur, au membre des FAC dans les 10 jours ouvrables suivant la visite de la propriété.</p> <p>Cette exigence sera modifiée à L'ÉB afin qu'on lise : évaluation résidentielle/évaluation du CCEM.</p> <p>Consultez la section B ci-dessous pour connaître les modifications apportées à la demande de propositions.</p>
Q53	<p>Annexe A, EBO 5.1.2.i Carte de réinstallation avec solde dégressif (page 85)</p> <p>EBO 5.1.2.1 précise que : « Aucun argent ne sera transféré du compte de la carte de réinstallation au compte de banque de l'entrepreneur. » Toutefois, pour ne pas être imposable, le paiement d'une subvention de frais d'intérêts hypothécaires doit être transféré directement au prêteur de l'hypothèque du membre des FAC, sans passer par le compte du membre des FAC. Il y a aussi des exigences de compte rendu à l'Agence du revenu Canada (ARC) pour cette subvention.</p> <p>A - Comment l'entrepreneur traitera-t-il la subvention du PRIFC (8.3.14 – intérêt sur un prêt à la réinstallation d'employés) si aucun transfert n'est autorisé du compte de la carte de réinstallation au compte de banque de l'entrepreneur?</p> <p>B - Comment cela modifiera-t-il les exigences de compte rendu à l'ARC?</p>	R53	<p>A : Conformément à la politique du PRIFC, tous les avantages admissibles associés aux réinstallations seront versés au membre par l'intermédiaire de la carte de réinstallation.</p> <p>B : Selon la sous-section 5.1.15 k de l'énoncé des besoins, l'entrepreneur doit déterminer le caractère imposable de toutes les dispositions, conformément aux lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, puis fournir le rapport connexe au responsable technique aux fins de traitement.</p>
Q54	<p>Annexe A, EBO 5.1.3 Processus de vérification des autorisations (page 86)</p>	R54	<p>L'entrepreneur recevra quotidiennement un document électronique décrivant les réinstallations autorisées.</p>

	<p>L'EBO ne donne pas de détails sur les renseignements qui doivent être fournis à l'entrepreneur lorsqu'un dossier de réinstallation est autorisé.</p> <p>A - Veuillez fournir une liste exhaustive de l'information qui sera fournie par les FAC au cours de l'autorisation d'un dossier.</p> <p>B - Veuillez décrire la façon dont l'entrepreneur devra vérifier la validité de l'autorisation.</p>		<p>A : Ce document indiquera les renseignements suivants pour chaque réinstallation autorisée : le nom, le lieu de départ, la destination, la date de changement d'effectif, le numéro de déménagement, l'état matrimonial, le type de déménagement, la date de téléchargement et la date de fin du déménagement.</p> <p>B. Une fois qu'il est fourni à l'entrepreneur par le responsable technique des FAC, le dossier est autorisé; toutefois, l'entrepreneur doit confirmer que cette autorisation reste valide conformément à la politique du Programme de réinstallation intégrée des Forces canadiennes (PRIFC).</p>
--	--	--	--

SECTION B : MODIFICATION À LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

Modification n° 1

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, section 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C15, supprimer le terme « conseiller » et le remplacer par « conseiller en réinstallation ».

Modification n° 2

À la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, sections 7.7d) et f), supprimer « 7.6g) »; remplacer par « 7.7g) ».

Modification n° 3

À la Partie 3 – Instructions pour la préparation des soumissions, en 3.2c)(iii), supprimer « et sa soumission sera rejetée ».

Modification n° 4

À la Partie 4 – Procédures d'évaluation et méthode de sélection, supprimer 4.6.1(iii) en entier et remplacer son libellé par : « (iii) obtenir le nombre de points minimum requis précisés dans la Pièce jointe 1 de la Partie 4 portant sur l'évaluation des critères techniques cotés, ou obtenir la note de passage, conformément à 4.3.6b).

Modification n° 5

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, section 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C2 – Guide de cotation, supprimer les trois occurrences de « comptes » et les remplacer par « comptes (c.-à-d. contrats) ».

Modification n° 6

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, section 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C3, supprimer « 4.2.1 »; remplacer par « 4.2 ».

Modification n° 7

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, section 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C3, supprimer les neuf occurrences de « mise sur pied » et les remplacer par « mise en œuvre ou mise sur pied ».

Modification n° 8

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, article 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C5, supprimer en entier ce passage : « Le soumissionnaire doit montrer qu'il est capable de traiter tous les droits et dispositions autorisés au moyen d'une carte de réinstallation. » Le remplacer par ce texte : « Le soumissionnaire doit montrer qu'il est capable de traiter tous les droits et dispositions autorisés au moyen d'une carte de réinstallation, conformément aux sous-sections 5.1.2, 5.1.15, 5.1.17, 5.1.18 et 5.2.5 de l'énoncé des besoins. »

Modification n° 9

Cette modification ne s'applique qu'à la version en anglais seulement. Prière de consulter le document en anglais.

Modification n° 10

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, article 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C7, supprimer « appendice 4 »; remplacer par « appendice 2 ».

Modification n° 11

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, article 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C7, supprimer « appendice 2 »; remplacer par « appendice 1 ».

Modification n° 12

À l'Annexe A – Énoncé des besoins, section 3.2 – Phase de prestation des services, point e, supprimer en entier ce passage : « effectuer des préparatifs de voyage conformément à la Directive sur les voyages du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT), à l'aide de l'Initiative des services de voyage partagés (ISVP). » Le remplacer par ce texte : « faciliter les préparatifs de voyage en communiquant les renseignements sur le déplacement (y compris le NAV fourni par le gouvernement) à l'entrepreneur de l'Initiative des services de voyage partagés (ISVP), qui effectuera la réservation. »

Modification n° 13

À l'Annexe A – Énoncé des besoins, section 5.1.16 – FST, supprimer en entier le deuxième paragraphe. Le remplacer par le paragraphe suivant :

« Avant de rapprocher une facture du FST, l'entrepreneur doit s'assurer qu'elle provient d'un fournisseur de services dûment inscrit au répertoire des FST et, le cas échéant, que les frais facturés sont conformes au prix plafond stipulé au contrat. Toutefois, si la facture provient d'un fournisseur choisi par le membre des FAC, qui n'est pas inscrit dans le répertoire des FST, et que les frais facturés sont supérieurs au prix plafond stipulé au contrat, l'excédent doit être déduit de la demande finale de remboursement du membre des FAC.

Si le membre des FAC ne peut choisir aucun FST participant dans le répertoire, l'entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour qu'un FST offre le service au membre. Il devra également assumer la partie des coûts dépassant le prix plafond établi. »

Modification n° 14

À l'Annexe A – Énoncé des besoins, section 4.1.10 – Conclure et gérer des marchés de sous-traitance avec les FST, supprimer le point d. vi. en entier. Le remplacer par le passage suivant : « les évaluateurs doivent être des membres agréés et en règle des instituts d'évaluation comme l'Institut canadien des évaluateurs ou la Canadian National Association of Real Estate Appraisers (CNAREA), visiter la propriété applicable dans les cinq jours ouvrables suivant la demande du membre des FAC ou à la date demandée par celui-ci s'il s'agit d'une date ultérieure, remplir le formulaire d'évaluation résidentielle et le formulaire d'évaluation du Conseil canadien de mutation d'employés et fournir le rapport rempli, y compris les photos d'intérieur et d'extérieur, au membre des FAC dans les 10 jours ouvrables suivants la visite de la propriété; »

Modification n° 15

À la Pièce jointe 1 de la Partie 4 – Procédures d'évaluation technique, article 1.2 – Critères techniques cotés par points, critère C4, supprimer « 5.18 »; remplacer par « 5.1.18 ».

Modification n° 16

À la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.7 – Durée du contrat, point *b*)(ii), supprimer « contact »; remplacer par « contrat ».

Modification n° 17

Dans le Formulaire 5 – Attestation du contenu canadien, ajouter le paragraphe suivant après la dernière phrase :

L'exemple 2 de l'annexe 3.6(9) du Guide des approvisionnements explique comment déterminer le contenu canadien pour plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services.

Modification n° 18

À la Partie 2 – Instructions à l'intention des soumissionnaires, section 2.5 – Demandes de renseignements – en période de soumission, point *a*), supprimer le terme « doivent »; le remplacer par « devraient ».

Modification n° 19

À la Partie 1 – Renseignements généraux, section 1.2 – Sommaire, supprimer le terme « États-Unis »; le remplacer par « États-Unis d'Amérique ».

Modification n° 20

À la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent, section 7.1 – Besoin, supprimer le terme « États-Unis »; le remplacer par « États-Unis d'Amérique ».

Modification n° 21

À la sous-section 4.1.10, après la première phrase, ajouter le passage suivant : « Les marchés de sous-traitance avec les FST sont conclus entre l'entrepreneur et les FST. Le Canada ne constitue pas l'une des parties de ces marchés de sous-traitance. »

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS DEMEURENT INCHANGÉES.